

**Arrêté du 25 septembre 2017 portant modification
du cautionnement de la régisseuse, gérante des comptes nominatifs
à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes
NOR : JUSK1725981A**

La garde des sceaux, ministre de la justice,

- Vu le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;*
Vu le décret n°2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation financière et comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;
Vu le décret n°2005-1679 du 28 décembre 2005 relatif à l'indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs allouée aux personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;
Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;
Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
Vu l'arrêté interministériel du 3 décembre 2005 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires, de la mission des services pénitentiaires d'Outre-mer, des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation ainsi que des régies de recettes et d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;
Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant institution des régies de recettes et des régies d'avances chargées de la gestion des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;
Vu l'arrêté du 3 décembre 2005 modifié portant nomination des régisseurs de recettes et d'avances, gérant des comptes nominatifs des détenus auprès des établissements pénitentiaires ;
Vu l'arrêté du 28 décembre 2005 fixant les montants de l'indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs allouée aux personnels des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire,

ARRÊTE

Article 1

Mme Clara BAMBOUVERT, régisseuse, gérante des comptes nominatifs à la maison d'arrêt du Mans-les-Croisettes, est assujettie à un cautionnement de 6 900 € (six mille neuf cents euros) et perçoit une indemnité spécifique de gestion des comptes nominatifs.

Article 2

Le directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Rennes en sa qualité d'ordonnateur secondaire délégué au comptable assignataire.

Fait le 25 septembre 2017.

Pour la garde des sceaux, ministre de la justice et
par délégation,
Par empêchement du directeur de l'administration
pénitentiaire,
Le sous-directeur du pilotage et du soutien des
services,

Pierre AZZOPARDI